



Bulletin des Amis de saint François de Sales

Suisse : Ed. Les Amis de Saint François de Sales , C. P. 2016 – 1950 Sion 2 – CCP 87-187745-4

E-mail : bulletin.asfs@netplus.ch

Du nouveau sur la Guerre d'Espagne (I)

Un révolutionnaire repenté dénonce les mensonges de la Révolution

Los Mitos de la guerra civil

par Pío Moa

J A B
1950 SION 2

Lecture et Tradition n° 329-330 de juillet-août 2004 publie, sous ce titre, le résumé du livre de **Pío Moa** publié en Espagne en janvier 2003, «*Los Mitos de la guerra civil*» (Les Mythes de la guerre civile), dédié aux jeunes qui doivent connaître l'histoire, et qualifié de «*succès d'édition le plus révélateur du moment*» (plus de 100'000 exemplaires vendus en 4 mois, en deuxième position des ventes en Espagne).

Nous en donnons ici quelques extraits pour inciter nos lecteurs à se procurer le texte complet en commandant *Lecture et Tradition* n° 329-330, à D.P.F., B.P. 1, 86190 Chiré-en-Montreuil, au prix modique de 5.– (3 ex. 12.– 10 ex. 25.–).

Éditorial

La guerre continue !

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la guerre d'Espagne n'est pas finie. Elle ne s'est pas terminée le 1er avril 1939 lorsque les troupes nationalistes, après avoir capturé et désarmé l'armée rouge, eurent atteint leur dernier objectif militaire, mais elle a continué depuis et elle continue encore. Non plus sur le terrain, non plus par le fer et par le feu, mais dans la littérature, dans les livres d'histoire, dans les médias et cela pour conquérir, ou plutôt pour conserver, l'opinion publique. Il s'agit, d'une part de faire oublier les crimes de la révolution communiste ou anarchiste et la complicité internationale dont les couvrit la Franc-Maçonnerie (c'est le coup bien connu du pickpocket qui crie «*au voleur !*»), d'autre part de jeter l'opprobre sur l'adver-

saire, c'est-à-dire la Contre-Révolution, en l'espèce le traditionalisme catholique et monarchiste espagnol allié au nationalisme.

Un ancien combattant franquiste, Marcelo Gaya y Delrue, dans la présentation d'un livre de souvenirs qu'il publia en 1964, *Combattre pour Madrid*, observait très justement : «*Un fait est curieux à noter, en ce qui concerne la guerre d'Espagne : en face d'une marée de livres et d'un certain nombre de films campant les Rouges et leurs actions de façon sympathique, peu d'ouvrages ont été publiés qui représentent une image peut-être un peu plus crue, mais combien plus exacte des hommes et des faits.*

«*Les Communistes ont, en effet, eu l'habileté de diffuser des récits dans lesquels ils sont généralement pleins de courage, de manières fort convenables et sou-*

tiennent un combat inégal, les mains nues ou presque, à un contre dix. Vous savez ce que dit la sagesse des nations : «Il n'y a pas de fumée sans feu...» Petit à petit, cette image d'Épinal du combattant rouge s'est imposée. Les intellectuels de tous les pays [...] n'en ont pas demandé plus» (Marcelo Gaya y Delrue : *Combattre pour Madrid. Mémoires d'un officier franquiste*. Éd. de la Pensée Moderne, Paris, 1964).

Pourtant les atrocités des Rouges étaient bien connues et celui qui voulait se donner la peine de chercher honnêtement la vérité pouvait la découvrir. Notre revue, qui a publié, en 1999, deux numéros spéciaux consacrés à la guerre d'Espagne, en a donné de multiples témoignages...

Los Mitos de la guerra civil

Pío Moa, né en 1948 à Vigo (Espagne), est historien et journaliste, collaborateur habituel de «*Libertaddigital.com*». Il a été bibliothécaire de l'*Ateneo* de Madrid et directeur de deux revues culturelles, l'une d'histoire *Ayer*, l'autre de réflexion *Tanteos*.

Sa trilogie sur la République et la guerre civile espagnole (*Les personnages de la République vus par eux-mêmes*, *Les origines de la guerre civile espagnole*), et *La chute de la Seconde République*) est une remise en question en profondeur des nombreux lieux communs couramment répétés au sujet de l'histoire d'Espagne au XXe siècle. Il a rencontré un extraordinaire écho tant dans le monde professionnel des historiens, que dans le public ordinaire. Les documents auxquels il a pu avoir accès durant son passé anti-franquiste au PCE (Parti communiste espagnol), et au GRAPO (Groupe de résistance antifasciste du Premier Octobre, avec lequel il participa à des attentats contre des militaires et des policiers entre 1975 et 1983), ainsi que les recherches qu'il a entreprises dans les archives, les correspondances et les journaux, nourrissent ses écrits. Il a également confronté les nombreux mémoires écrits par les différents protagonistes. Maintenant il a changé de camp, car la réalité lui apparaît en pleine contradiction avec ses convictions antérieures. Cela excite l'intérêt de ceux qui recherchent la vérité.

Pío Moa a publié en janvier 2003, «*Los Mitos de la guerra civil*» (Les Mythes de la guerre civile), dédié aux jeunes qui doivent connaître l'histoire, et qualifié de «succès d'édition le plus révélateur du moment» (plus de 100'000 exemplaires vendus en 4 mois, en deuxième position des ventes en Espagne).

L'ouvrage est divisé en trente-neuf chapitres, chacun traitant d'un mythe particulier. Ces mythes sont soit des personnages, soit des événements; l'omniprésente pensée de gauche les avait imposés jusqu'à maintenant et Pío Moa veut les dénoncer, les «démystifier», par ses révélations venues de l'envers du décor. «*La volonté de mentir*, écrit-il, *se rencontre spécialement dans la présentation du passé proche. L'horizon de l'Espagne ne s'ouvrira pas vraiment tant que l'on n'aura pas décidé d'établir l'empire de la vérité*» (p. 21). Pour sa part, il «*tente de comprendre mieux le passé au travers des intentions et des valeurs des protagonistes réels, de la logique de leurs actes et de leurs objectifs et moyens*» (p. 22)...

Naturellement il se heurte à l'idéologie et à la propagande; pour définir la première, il cite un auteur français: «*Qu'est ce que l'idéologie? C'est une méthode intellectuelle qui consiste à retenir seulement les faits favorables à la thèse que l'on soutient, voire à les inventer totalement, et à nier les autres, les omettre, les oublier, empêcher qu'ils soient connus*». Quant à la seconde, «*La propagande est pour une bonne mesure, un jeu de suggestions où on escamote l'information réelle*»... «Ces dernières années, des auteurs et des groupes variés ont recouru sans mesure à une **vision** unilatérale et **exagérée de la terreur franquiste** pour créer dans le public une image définitive de Franco et de sa conduite belliqueuse (p. 490). [...] **Le thème est passé à la littérature et au cinéma**, toujours avec le même mélange d'ignorance et de sectarisme». «Nous vérifions à nouveau comme subsiste dans certains milieux une mentalité de guerre civile, avec les vieux clichés passionnés et fanatiques, étrangers à la critique et à l'examen des faits» (p. 491).

«Franco ne croyait pas s'être rebellé contre une République démocratique, mais contre un péril révolutionnaire extrême. Avait-il raison? Si les faits exposés dans cette investigation sont corrects, comme j'en suis sûr, il ne peut y avoir le moindre doute qu'il avait raison» (p. 492).

L'ouvrage n'étant pas disponible en français, nous résumons ici l'essentiel de son contenu et nous en traduisons quelques passages.

Les causes de la guerre

L'ouvrage commence par planter le décor. Pour Pío Moa, la guerre civile espagnole a son origine le 13 septembre 1923, lorsque le coup d'État du général **Primo de Rivera** met fin au régime libéral de la Restauration

qui, rongé par le terrorisme, la guerre d'Afrique et l'incompétence de ses dirigeants, est au bord de l'effondrement. Pío Moa montre pourtant comment l'état de l'Espagne pendant la Restauration s'était grandement amélioré. «Aujourd'hui le bilan nous paraît extraordinairement positif comparé à l'époque antérieure ou à la Seconde République» (p. 25).

«Il faut imaginer ce qu'aurait été l'histoire de l'Espagne, si le régime n'était pas tombé sous des forces politiques adverses. La Seconde République et la guerre civile deviennent le résultat final de cette chute» (p. 27). Ces forces politiques étaient le socialisme, l'anarchisme et les nationalismes indépendantistes, forces intransigeantes, révolutionnaires et terroristes, qui pratiquèrent de multiples assassinats d'hommes politiques compétents et procédèrent à plusieurs coups d'État militaires.

La dictature qui suit la Restauration, peu répressive, résout les problèmes du terrorisme et de la guerre du Maroc, et élève notablement le niveau de vie l'Espagne. Mais en janvier 1930, abandonné par le roi Alphonse XIII et son armée, Primo de Rivera démissionne, laissant la place au général Bérenguer, qui sera suivi par l'amiral Aznar. Les politiciens républicains signent le pacte de Saint-Sébastien qui doit mettre en place la République, grâce à un coup d'État militaire. Ce coup d'État échoue en décembre 1930, mais, avec l'aide des juges, le procès des putschistes, en mars 1931, se transforme en plate-forme de propagande républicaine.

Le 12 avril, les républicains perdent les élections municipales dans l'ensemble du pays, mais les gagnent dans les grandes villes. Les monarchistes se sentent vaincus et le roi Alphonse XIII démissionne, bien que les monarchistes aient obtenu 22'150 sièges. Les républicains obtiennent 5'775 sièges, mais ils tiennent les principales villes. Les conseillers municipaux monarchistes seront menacés et traqués jusqu'à les faire démissionner. Le 14 avril, le roi part en exil, laissant s'instaurer la République.

Dès le 11 mai 1931 (quand commencent les incendies d'églises, de bibliothèques, de centres de formation professionnelle ou d'enseignement gérés par des ordres religieux), la République se jacobinise et imite la Révolution française dans sa constitution et ses lois les plus anti-religieuses. Le président Alcalá Zamora accepte de prendre des mesures non pas contre les incendiaires, mais contre les victimes, et en quelques mois les politiciens les plus radicalement révolutionnaires évincent les partis républicains modérés, dans un cortège d'insurrections cruellement réprimées et de pay-

sans abattus en masse, sous la direction des chefs républicains au pouvoir. Les élections de novembre 1933 donnent la victoire au centre et à la droite. Mais la gauche, n'acceptant pas le verdict des urnes, décide la guerre civile révolutionnaire et la dictature du prolétariat, avec l'appui des anarchistes.

En février 1934 se constitue le comité clandestin du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), chargé de préparer l'insurrection armée sur tous les plans. L'année 1934 voit l'infiltration de l'armée - «de nombreux républicains appartenaient à la Franc-Maçonnerie, organisation également implantée dans l'armée» (p. 18) -, les alliances avec manœuvres de déstabilisation, les grèves violentes, les désordres graves, les rebellions des nationalistes catalans de gauche et des nationalistes basques (pourtant de droite mais poussés par la gauche). Tout cela donne déjà à l'Espagne son ambiance de guerre civile. La droite défend la légalité républicaine et les libertés, mais subit une intense campagne nationale et internationale, qui l'accuse de crimes fascistes dans ses tentatives pour remettre de l'ordre.

A l'automne 1935, la gauche fomenté une intrigue pour liquider les républicains modérés en les accusant de corruption. L'instabilité et l'incapacité d'agir du gouvernement républicain sont à leur comble. Finalement, en janvier et février 1936, pour fuir les accusations de la droite, le Président de la République dissout les *Cortes* et convoque de nouvelles élections. Celles-ci ont lieu dans un climat de guerre civile et de propagande féroce du Front populaire. Les partis de gauche gagnent une majorité d'élus, malgré que le plus grand nombre de voix soit allé à la droite.

La loi de la rue commence à s'appliquer, la coalition du Front populaire appuyant moralement la rébellion. De mars à juillet 1936, une vague de crimes, d'incendies, de grèves met le tumulte au maximum. Les *Cortes*, pour détourner l'attention de leur incompétence, accusent arbitrairement les députés de droite d'être responsables des désordres. Le gouvernement réprime durement la droite, spécialement la Phalange (les chefs de la droite, Calvo Sotelo et Gil-Robles sont menacés de mort au sein même du Parlement), mais laisse impunis les agitateurs de gauche. Fin avril, pour rétablir l'ordre, prend corps la conspiration militaire du général Mola, selon les prévisions révolutionnaires du PSOE (parti socialiste), du PCE (parti communiste) et de la CNT (Confédération Nationale du Travail).

Le 12 juillet, des miliciens socialistes et communistes assassinent le chef de la droite **Calvo Sotelo**. Le hasard (ou la Providence) sauve Gil-Robles du même destin. Le 17 juillet éclate le soulèvement militaire de

Melilla du général Sanjurjo. Le 19 juillet le gouvernement de Giral arme les syndicats. Les restes de légalité républicaine sont noyés dans une marée révolutionnaire qui couvre les deux tiers du pays.

La question-clé au sujet de **la guerre** est celle-ci : **naquit-elle d'une extrême menace fasciste ou d'un péril révolutionnaire ?** Pío Moa passe en revue, dans son livre, les différentes opinions à ce sujet en s'appuyant sur les faits (surtout dans le chapitre 11). La source de la guerre «*gît dans la manière avec laquelle les partis et leurs dirigeants abordèrent les problèmes, dans le caractère idéologique et les objectifs de ceux-ci*» (p. 29). «*Une guerre civile n'est pas l'effet inéluctable des conditions objectives plus ou moins définies par l'historien, mais un fait politique, fruit avant tout des décisions politiques du moment*», affirme l'auteur (p. 30), qui refuse ainsi l'explication officielle marxiste. «*Ces décisions du pouvoir ne peuvent s'expliquer sans examiner soigneusement les formes de pensée, les appréciations de la réalité, et les décisions des hommes politiques impliqués, chefs d'importantes forces sociales*» (p. 31). C'est pourquoi Pío Moa présente les portraits politiques des hommes qui participèrent à l'histoire de la marche vers la guerre. «*J'ai essayé de rendre mes personnages compréhensibles*» (p. 31). Il développe les convictions politiques qui poussèrent onze hommes de l'avant-guerre à agir, et les raisons de leur choix.

Les hommes de gauche

Niceto Alcalá Zamora, le conservateur, qui prétendait calmer le jeu (mais qui amena la République, aplana le chemin au Front populaire et précipita la guerre), fut chef de l'État du 14 avril 1931 au 7 avril 1936. Ancien monarchiste, qui changea subitement de camp en 1930, c'est sous sa présidence que l'on occupa les ministères et que le Roi s'enfuit (p. 39). «*Ainsi, et contrairement à une idée répandue, la République naquit sous l'impulsion et la direction des monarchistes de la veille, catholiques et fondamentalement conservateurs. Et elle naquit dans la paix, grâce non pas aux républicains, résolus à la violence dès le début, mais à la décision monarchique de ne pas leur opposer de résistance. En cela, l'influence maçonnique est généralement reconnue*» (p. 39), et Alcalá Zamora s'employa à calmer les inquiétudes de l'opinion conservatrice. Cependant, il était incapable de résister aux pressions de la gauche, et son attitude injuste lors des désordres de l'État en 1931 justifiait déjà les projets des carlistes

et des monarchistes pour la lutte armée qui éclatera en 1936. «*Le feu de ces journées condensa les nuages de la tourmente*» (p. 41).

Manuel Azaña prétendit représenter l'intelligence jacobine servie par les «*gros bataillons populaires*». Azaña prit la tête du Parti Républicain et fut chef du gouvernement de 1931 à 1933, puis de 1936 à 1939.» (Il était franc-maçon, d'après Éric Saunier (dir.) : Encyclopédie de la Franc-Maçonnerie, Le Livre de Poche, 2000, p. 275, n.d.l.r.) ...

Dans ses Mémoires, Azaña critiquera, comme tous, l'emploi de troupes du Maroc par Franco, quand lui-même fut le premier à amener des Arabes dans la péninsule pour réprimer la rébellion du général Sanjurjo en 1932. Présenté par la désinformation comme un défenseur des libertés, il ferma plus de journaux que personne avant lui, il tenta deux coups d'État en refusant d'avoir perdu les élections et il se montra partisan de fusiller ses opposants sur le champ.

Largo Caballero fut l'idéologue de la Révolution prolétarienne. Sa première action remarquable avait été la direction de la grève révolutionnaire de 1917.

En 1931, il avait 62 ans. «*Il avait alors accepté pour son parti, le PSOE, le rôle de "bras" pour le républicain Azaña. Il méprisait les républicains, mais il accepta ce pacte passager afin d'asseoir le régime et de l'utiliser comme tremplin, pour sauter ensuite vers un système marxiste, selon la doctrine officielle du parti, tirée du "Manifeste" de Marx et Engels : appuyer les forces bourgeoises les plus progressistes pour les entraîner vers la Révolution, sans se laisser freiner par elles.*

Le procédé devait atteindre son but dans la destruction violente du système bourgeois, la transformation radicale de la société par la dictature du prolétariat, qui éradiquerait la religion, la famille, la propriété privée, et à la fin, l'État. Ainsi pensait Largo Caballero qui reçut le titre de «*Lénine espagnol*» (p. 64-65).

En janvier 1933, Hitler accédait au pouvoir, puis commençait à démanteler les organisations communistes. «*La propagande de l'aile la plus bolchevique du PSOE tira parti de cela pour invoquer un supposé danger de coup d'État fasciste en Espagne*», par conséquent, «*selon Largo Caballero (également Franc-Maçon d'après l'Encyclopédie de la Franc-Maçonnerie, p. 275, ndlr), il n'y avait plus de place pour une démocratie bourgeoise, et le pays devait opter entre le régime de style soviétique et un autre de style nazi*»; le 1^{er} octobre il déclara : «*notre parti est révolutionnaire et croit que ce régime doit disparaître*». Il proposa de «*créer un esprit révolutionnaire dans les masses, un esprit de lutte*

[...] *qui n'aura pas d'autre destin que d'éclater un jour*» (p. 66). Une commission secrète préparait la Révolution. «*Aujourd'hui, nous connaissons les instructions, l'insurrection doit se comprendre comme une guerre civile et se développer avec le maximum de violence*».

«*Pendant l'année 1934, on organisa des groupes de choc, des dépôts d'armes, des cellules parmi les soldats et les policiers, et la collaboration d'un certain nombre de chefs militaires*» (p. 67); «*le socialisme doit recourir à la violence la plus extrême, proclamait Caballero*» (p. 68). Mais les 400'000 membres de l'Union Générale des Travailleurs paraissaient insuffisants. On trouva prétexte à insurrection le 4 octobre 1934. Trois ministres de droite étaient entrés au gouvernement. C'était un coup d'État fasciste ! «*La rébellion fut à l'origine, dans 26 provinces, de 1400 morts, surtout en Asturies, et de centaines de destructions d'édifices publics, artistiques ou religieux. On détruisit aussi routes et voies ferrées. Ce fut la plus grande tentative révolutionnaire en Europe occidentale depuis la Commune de Paris, et les gauches ouvrières du monde entier la célébrèrent comme une étape majeure sur le chemin de l'émancipation humaine...*» (p. 68).

Actuellement il n'y a aucun doute que **l'insurrection fut préparée par la direction socialiste**, afin d'imposer une dictature soviétique. L'ensemble de la population n'écoula pas les appels aux armes, sauf dans les mines des Asturies...

Il n'y eut pas de suites durables parce qu'il n'y avait pas un climat de guerre civile dans la population. Mais «on organisa **une énorme campagne de propagande contre le Centre droit** au pouvoir, l'accusant d'une répression inhumaine en Asturies, d'orgies, d'assassinats, de viols, de tortures avec une abondance de détails effrayants»; **avec ces mensonges**, «on exacerba chez les masses un esprit d'indignation, de revanche, de haine...»

Les grèves et les exactions se multiplièrent et ainsi, aux élections de février 1936, les gauches gagnèrent un plus grand nombre de députés et firent annuler arbitrairement des élections de députés de droite (30 sièges). **Les députés de droite étaient menacés de mort dans l'enceinte même du parlement.** La rue dictait sa loi par des crimes, des incendies, avec les milices du PSOE et PCE qui défilaient en armes dans les rues des grandes villes. Dans ces circonstances, le chef de la CEDA, **Calvo Sotelo**, fut séquestré et assassiné.

On savait que, dans les milieux de droite de l'armée, certaines personnalités finiraient par vouloir rétablir l'ordre, mais Largo Caballero jugeait qu'un coup d'État

serait rapidement écrasé par le mouvement populaire; «*le journal Claridad, organe du secteur bolchevique du PSOE, disait : "Que la guerre civile soit à fond"*» (p. 76).»...

José Diaz fut le stratège de Moscou. Ce secrétaire général du PCE, et **Dolorès Ibarruri**, *la Pasionaria*, fouguese agitatrice, furent les figures les plus originales du parti communiste d'Espagne, ils présentaient l'URSS de Staline comme l'arbitre de la démocratie. «*Le Front populaire (créé avec succès selon les ordres de Moscou en Espagne, en France, au Chili), développa une ambiance sociale et politique très pro-soviétique, dont les échos résonnent encore*» (p. 110).

Pío Moa cite abondamment de José Diaz *Trois années de lutte* (Ed. Laia Barcelone 1978) et de Ricardo de la Cierva *Les documents du printemps tragique* (Editoria Nacional, Madrid 1967), ouvrages dans lesquels l'URSS de Staline est présentée comme le paradis sur terre qu'il fallait défendre contre le fascisme. On sait maintenant ce qu'il en est.

Garcia Oliver, avocat et dirigeant anarchiste, adonné à la violence, fut maire de Barcelone. Selon lui, il fallait pratiquer une «*gymnastique révolutionnaire*», consistant à frapper sans trêve, avec la plus grande violence possible, organisant pour cela des groupes entraînés, prenant les mairies d'assaut et y proclamant le communisme libertaire. Pour Garcia Oliver «*la révolution pouvait venir, soit par un assaut direct comme celui d'octobre 1934, chemin choisi par Largo Caballero, soit comme réplique à une action de la droite, que beaucoup pensaient probable en ces mois tragiques de 1936. Devant cette dernière éventualité, se remémorait Garcia Oliver, "à Barcelone, jour et nuit, nous ne faisons rien d'autre que de compter et recompter les fusils, pistolets et cartouches dont nous disposons"*» (p. 104).

Luys Companys voulait soulever la Catalogne. Cet anarchiste de gauche, autonomiste catalan, aux discours grandiloquents et aux attitudes théâtrales, cultivait, par la radio et les journaux, un personnage de victime du fascisme, de héros vaincu dans la dignité dans une lutte inégale pour la liberté. Il reste, de nos jours, un mythe de la gauche indépendantiste catalane.

Indalecio Prieto, ministre socialiste qui fut à la fois l'ami de Manuel Azaña et de Largo Caballero, était un leader marxiste plus modéré.

Les hommes de droite

José Antonio Primo de Rivera prônait la dialectique des poings et des pistolets, quand on offensait la justice et la patrie. Fondée par lui le 29 octobre 1933, la Phalange ne prit de l'importance que lors de deux brèves périodes : les quatre mois antérieurs à l'insurrection de gauche d'octobre 1934 et les quatre mois postérieurs aux élections de 1936. «En ces élections d'ailleurs, la Phalange resta isolée de la droite et n'obtint pas un seul siège...»

Les phalangistes eurent peu d'audience... Les partisans de la Phalange furent victimes d'attentats et d'assassinats de la part des "groupes de choc" socialistes. En juin 1935, José Antonio s'écrie : «L'Espagne va irrémédiablement vers la dictature de Largo Caballero (...) nous serons donnés en pâture à la horde russe» et «nous n'avons pas d'autre sortie que l'insurrection.» Mais aux élections de février 1936, son parti obtint seulement 46000 voix et aucun siège. La gauche était dans la rue. On brûlait, on pillait, on assassinait. Et on emprisonna tous les membres déclarés de la Phalange. José Antonio n'en sortira pas vivant.

Le général **Mola** préparait sa conjuration militaire, et dans ses plans la Phalange avait un petit rôle auxiliaire. C'est seulement quand la guerre fut en cours, que la Phalange obtint des adhésions et ensuite devint le parti de masse influent.

Calvo Sotelo proclamait que «la démocratie ne freinera pas le communisme». Monarchiste d'une grande qualité intellectuelle et combative, bon orateur, il désirait unir les monarchistes de tous bords contre le chaos social et la persécution religieuse. Fin 1934, il proposait «l'unité catholique par le moyen de la concorde morale entre l'État et l'Église». «Nous croyons caduc le système politique qui, né avec la Révolution française, sert de support aux actuelles institutions et qui nous entraîne vers le communisme». Au milieu des insurrections, des incendies, des pillages, des morts et des blessés qui se multipliaient, il prononça aux *Cortes* ses courageux discours des 15 et 16 avril 1936, demandant au gouvernement l'application de la loi contre un désordre interminable. **Margarita Nelken** lui cria «**Et il durera !**» et la *Pasionaria* traita Calvo Sotelo et les conservateurs d'assassins, demandant qu'on les exécute. Le gouvernement resta évasif.

Le 26 avril, Calvo Sotelo écrivit dans le journal ABC : «Je crois que l'avancée communiste ne sera pas freinée par les instruments du régime démocratique parlementaire qui lui a donné son impulsion». Le 19 mai

1936, le chef du gouvernement, Casares, se déclara, non pas garant de l'ordre, mais belligérant contre le fascisme. La terreur continua. Largo Caballero, sans aucun secret, peaufinait son armée rouge et ses milices.

Finalement, Calvo Sotelo prononça son célèbre discours du 16 juin 1936 : «Il serait fou le militaire qui, face à son destin, ne serait pas disposé à se soulever en faveur de l'Espagne et contre l'anarchie». Le président Casares lui répliqua : «Quoiqu'il puisse arriver, vous en serez responsable» et la *Pasionaria* demanda son incarcération. A quoi Calvo Sotelo répondit ce qu'avait dit Saint Dominique de Silos à un roi de Castille : «Sire, la vie vous pouvez me l'enlever, mais plus vous ne pouvez pas» (p. 144). Le 1er juillet, des députés socialistes aux *Cortes* menacent Calvo Sotelo d'assassinat parce qu'il dépose une pétition des droites sur l'ordre public. Les menaces parurent dans la presse du moment. Elles furent mises à exécution le 12 juillet 1936. «*Ce crime ne déchaîna pas la guerre, car l'impulsion vers elle était déjà trop forte. Mais il détruisit la dernière espérance de l'empêcher*» (p. 146).

José-Maria Gil-Robles, grand organisateur de la Droite, fut confronté au manque de courage et de conviction de celle-ci; il était le chef de la CEDA (Confédération espagnole des droites autonomes). Les élections de novembre 1933 donnèrent la majorité des voix à la CEDA. Mais devant l'insurrection provoquée par la gauche qui n'acceptait pas le verdict des urnes, Gil-Robles laissa le pouvoir au parti radical de Lerroux, centriste. Il faillit être assassiné avec Calvo Sotelo, après avoir subi quatre mois des **menaces de mort** répétées, aux *Cortes*, **par la Pasionaria** et d'autres députés de gauche.

Il voulait la défense de la famille, de la religion, de la propriété privée. Mais très modéré, il voulait surtout la paix et défendait la loi et la démocratie. Cependant, devant les désordres sociaux graves, il invita Franco au coup d'État en janvier 1936. Celui-ci refusa.

Gil-Robles continua de réclamer l'ordre public. Mais en vain. «Le 16 mars, la droite sortit dans la rue pour la première fois massivement, à l'enterrement d'un garde civil assassiné deux jours plus tôt». Des groupes de gauche tirèrent des coups de feu, causant de nombreux morts et blessés. Ce jour-là, Gil-Robles lut aux *Cortes* **une macabre statistique** des quatre derniers mois : **«269 morts et 1'287 blessés, 60 églises détruites et 251 endommagées, 69 centres politiques et particuliers détruits et 312 pris d'assaut, 10 journaux totalement détruits et 33 autres pris d'assaut, 146 explosions de bombes, 113 grèves générales et**

228 grèves partielles, 138 attaques à main armée». Et il conclut le 15 juillet accusant les députés de gauche de «réaliser une politique d'extermination». Ce pacifiste qui refusait l'idéologie de la Phalange et avait voulu à tout prix séparer la CEDA de l'extrême droite prophétisa le 15 juillet aux Cortes : «Maintenant vous êtes bien tranquilles, parce que vous voyez que tombe l'adversaire. Un jour viendra où la même violence que vous avez déchaînée se retournera contre vous!» Gil-Robles publia ses mémoires sous le titre *La paix ne fut pas possible* et en 1942 il expliqua clairement : «J'ai coopéré, durant les mois de juin et juillet 1936, en poussant mes sympathisants à se mettre du côté des militaires et à leur apporter leur collaboration, en invitant les jeunes à se présenter sur le champ pour revêtir l'uniforme de l'armée». Ainsi le parti modéré fut poussé par la violence révolutionnaire à participer au soulèvement (p. 167).

Francisco Franco

Pío Moa consacre quatorze pages au Caudillo. Il analyse la déclaration suivante à la lumière de la carrière, des actes et d'autres déclarations de Franco, et aussi de témoignages de personnalités avec lesquelles il s'était exprimé pendant les dix années qui précédèrent le «Movimiento del 36». Franco écrivit dans ses «Notes personnelles» (publiées par la Fondation nationale, Madrid, 1976) : «La République n'avait pas d'autres difficultés, si ce n'est de ne pas compter sur des républicains pour l'appuyer. Ses initiateurs étaient des monarchistes aigris contre le Roi et la dictature, dans leur majorité pour des motifs sans véritable importance. Les masses ouvrières étaient dans leur majorité syndicalistes et socialistes. Le communisme n'était pas encore organisé. [...] J'ai toujours dit à mes amis : Tant qu'il y aura quelque espérance que le régime républicain puisse empêcher l'anarchie ou ne se livre à Moscou, il faut être au côté de la République qui fut acceptée par le roi... Ceci ne veut pas dire que je sois républicain, je supportais les faits établis, bien qu'ils ne me plussent pas [...] Notre désir doit être que la République triomphe, en la servant sans réserve, et si malheureusement cela ne peut pas être, que cela ne soit pas de notre faute...»

La guerre civile : vérités et mensonges

La seconde partie de l'ouvrage examine seize problèmes soulevés par la guerre : comment les présente la mythologie populaire et ce qu'on peut en penser à la lecture des documents d'origine, compte tenu que les premières appartenances politiques de Pío Moa lui ouvrirent des tiroirs et des documents dont «on» préférerait ne pas révéler le contenu. Ce sont apparemment ces

recherches au fond des placards et ces faits éliminés des mémoires officielles qui lui firent changer son opinion de jeunesse, désinformée, sur les hommes et les événements de la guerre civile espagnole.

L'armement des masses sauva-t-il la République ? Pío Moa conclut que non

Le président de la République, Casares Quiroga ne souhaitait pas armer les syndicats et les milices. Donner officiellement le pouvoir à la rue lui répugnait. Il pensait que la plus grande partie de l'armée, (dirigée par des hommes de confiance, des socialistes dits modérés, très influencés par la Franc-Maçonnerie), réprimerait dès les débuts les soulèvements qui surgirent à partir du 17 juillet 1936 dans ses rangs. La situation lui échappant, le président démissionna dès le soir du 17 juillet.

La Pasionaria, Dolores Ibarruri, au même moment, s'écria sur les ondes : «Le pays vibre d'indignation devant ces impitoyables qui veulent, par le feu et la violence, noyer l'Espagne démocratique et populaire dans un enfer de terreur. Mais ils ne passeront pas ! L'Espagne entière est prête à la lutte. Travailleurs ! le parti communiste vous appelle à occuper un poste dans le combat pour écraser définitivement les ennemis de la République et des libertés populaires. Vive le Front populaire ! Vive l'Union de tous les antifascistes ! Vive la République du peuple !» De l'autre côté, «après avoir dédaigné dans les mois antérieurs les pétitions de la droite, les républicains essayèrent de lui offrir, au dernier moment désespéré, la garantie de l'ordre public, et probablement des postes politiques décisionnels». Mais la réponse fut : «il est déjà trop tard !»

Le premier pont aérien

Les forces de gauche étaient incomparablement supérieures aux rebelles de droite en nombre, en armes et en ressources monétaires. Vers la fin juillet, il était évident que le soulèvement militaire était un échec. Déjà le 9 août 1936, **Prieto** déclarait : «une guerre n'est pas simplement de l'héroïsme. Elle se gagne principalement à base d'argent; la supériorité financière de l'État est évidente. Avec les ressources financières et les ressources industrielles totalement aux mains du gouvernement, et malgré l'héroïsme de ceux qui se sont lancés contre la République, pour atteindre la sphère du légendaire, ils seront pourtant inévitablement, inexorablement vaincus» (p. 212). L'opinion de tous les observateurs de l'époque semblait être la même. Seules les troupes du Maroc triomphaient, mais elles étaient de l'autre côté du détroit de Gibraltar. Les mutineries de

nombreux marins, tuant leurs officiers, avaient donné au gouvernement socialiste toutes les ressources de la Marine. **Les rebelles avaient seulement quatre navires.** Franco décida donc de passer le détroit en avion. Mais les avions de l'époque transportaient peu à la fois. Le 20 juillet, le pont aérien commença avec deux avions. Le 23 juillet, Franco demanda à l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre, un renfort en avions de transport. Franco reçut quelques avions pour compléter le pont aérien conjointement avec des passages par bateau, très risqués mais réussis. Finalement, le 11 août, les troupes venues du Maroc faisaient leur jonction à Mérida avec celles du général Mola venues du Nord. Cette réussite du transport des troupes du Maroc fut d'une grande importance morale pour les insurgés et changea radicalement le panorama initial. De plus, la réussite de cette entreprise très risquée établit le prestige du général Franco à la tête des autres généraux de la rébellion.

«La plus grande persécution religieuse de l'histoire»

«Des milliers de morts, de martyrisés, de couvents et églises brûlés dans tout le pays» (p. 225). «En août 1936, André Nin, chef du POUM trotskiste annonçait : «...le problème de l'Église nous l'avons résolu totalement, jusqu'à sa racine : nous avons supprimé les prêtres, les églises et le culte». En mars 1937, José Diaz, anarchiste, se félicitait : «Dans les provinces que nous dominons, nous avons surpassé de beaucoup l'œuvre des soviets, parce que l'Église, en Espagne, est aujourd'hui réduite à néant».»

Même le président Azaña, qui a encore la réputation d'avoir été modéré, tint des raisonnements anticléricaux fort violents. Pío Moa nous en donne plusieurs exemples. La persécution était alimentée par une propagande féroce des journaux, des radios, etc., et d'innombrables agressions et actes de vandalisme dès le début du régime. Dès octobre 1934 avaient été **assassinés 34 prêtres** dans les Asturies, et des lieux de culte, parmi les plus magnifiques de l'art roman en Europe, avaient été incendiés.

Entre le 16 février 1936 (les élections) et le 18 juillet (le soulèvement des droites), on ne comptait déjà plus les assassinats de prêtres, les parodies d'actes religieux, les profanations de sépultures catholiques et le sac d'édifices ecclésiastiques. «Tout cela sans le moindre obstacle effectif du gouvernement jacobin» (p. 229). «Il est évident que cette provocation systématique se faisait en croyant que quelque réaction que ce soit serait facilement écrasée» (p. 229).

«Les victimes religieuses n'appartenaient pas à des partis plus ou moins fascistes desquels la gauche aurait pu craindre des agressions; pour cela la persécution obéissait à quelque chose de plus que la haine politique.»

...Pío Moa fait table rase des diverses accusations contre l'Église et le clergé dont certains auteurs se sont servi **pour minimiser l'horreur des massacres** et pour les excuser. Et il conclut qu'une propagande implacable, qui s'efforçait d'éradiquer la religion et ses représentants avec la plus grande cruauté possible, signalée comme un mérite, était bien orchestrée par une idéologie : «*écraser l'infâme*». C'est pourquoi quelques évêques parlèrent de *croisade* pour défendre la civilisation chrétienne. La première déclaration fut celle de Vitoria et Pampelune le 6 août 1936 (p. 238). La Lettre collective des évêques espagnols, du 1er juillet 1937, signée par tous ceux qui étaient encore vivants, affirma leur soutien au mouvement du général Franco. Et fin août 1937, le Vatican, en la personne de Pie XI, reconnut de fait le gouvernement de Franco.

Littérature et propagande

La consigne du 31 juillet 1936 était : «*Le monde intellectuel espagnol exècre le criminel soulèvement militariste. Union totale, pleine et active avec le peuple.*» C'était la révolution ou l'exil. La plupart des écrivains fuirent en France la terreur de la populace et les menaces de mort : Benavente, le prix Nobel; Juan Ramon Jimenez; Manuel Machado; R. Gomez de la Sema; Gregorio Maranon; José Ortega y Gasset; Menéndez Pidal; Azorin; Pío Baroja; Josep Pia; Pérez de Ayala, pour ne citer que les plus importants.

Lorca, comme tout le monde le sait, fut assassiné par la droite. Mais n'oublions pas Maeztu, Francisco Valdés, Ignacio Casanovas, (penseurs et savants de grande valeur), assassinés par la gauche, et dont on ne parle plus, ainsi que tous les intellectuels de «*Acción Española*» massacrés par le Front populaire.

«Les gauches, beaucoup plus habiles, surpassèrent les droites dans la guerre de la propagande, forgeant des stéréotypes durables, spécialement celui selon lequel le monde intellectuel se mit, presque en bloc, de son côté, du côté du "peuple" et de la culture» (p. 249). De ceux-là furent Antonio Machado, Miguel Hernandez et le peu recommandable Rafael Alberti, qui, selon certains témoignages, ne fut pas seulement un poète. Quant aux intellectuels étrangers, à une vaste majorité, ils parlèrent pour les révolutionnaires... ils accordaient crédit aux produits de la propagande du Komintern dirigé par Willi Münzenberg, génial en son genre (p. 252).

Et Pío Moa conclut : «*Tout reflétait, comme en tant d'autres camps, un pays coupé en deux.*»

L'Alcazar de Tolède et les autres sièges

Pío Moa donne dans ce chapitre quelques exemples de résistance contre les «Rouges».

La résistance de la caserne de Simancas à Gijón, pendant un mois de siège s'acheva finalement par un bombardement total par artillerie et aviation.

A Saint-Sébastien, les casernes de Loyola se rendirent après une semaine et presque tous les officiers furent fusillés.

Oviedo fut bombardée, jour après jour, pendant des heures durant, par artillerie et aviation.

Le sanctuaire de la Vierge de la Tête, édifice du XIVe siècle, près de Jaen, où résistèrent 250 gardes civils et leurs familles (1000 personnes), passant l'hiver sans vêtement chaud, mangeant des herbes, attaqués par l'artillerie et l'aviation. Le siège dura huit mois jusqu'à la destruction finale : il ne restait que 42 combattants épuisés.

L'Alcazar de Tolède, bombardé quotidiennement... finalement en grande partie détruit... après deux mois de siège, résista encore plusieurs jours, jusqu'au corps à corps dans les décombres. Mais l'Alcazar fut finalement libéré le 27 septembre, grâce à l'arrivée de renforts envoyés coûte que coûte par Franco.

A cet héroïque et tragique épisode, certains écrivains n'ont pas cru : «*tout n'est que littérature*» écrivait même l'un d'eux. Mais Pío Moa confirme ici les faits, en s'appuyant sur des témoignages divers et des sources aussi sérieuses qu'opposées, et en montrant comment certains accusateurs communistes, dans le but de salir la mémoire du colonel Moscardo, tiennent des raisonnements contradictoires.

Quoi qu'il en soit, «l'échec de la gauche à Tolède, le 27 septembre, plongea le Front populaire dans une sensation de désastre» (p. 321).

Les tueries de Badajoz et de la prison modèle de Madrid

Il s'agit des **prétendues tueries perpétrées par les forces de droite** le 15 août 1936, sous le commandement du colonel Yagüe qui aurait organisé une fête pour mitrailler 4000 prisonniers rouges (avec vieillards et enfants), en présence de nombreux spectateurs dans les gradins des arènes et avec la bénédiction de tous les ecclésiastiques de la ville qui seraient venus assister au spectacle ! Ce célèbre **récit de propagande** parut à

Madrid en octobre dans le journal *La Voz*, afin de pousser les Madrilènes à une résistance sans faille contre l'armée de Franco : «*Ils veulent tuer 100'000 Madrilènes. Le peuple de Madrid sait ce qui l'attend, s'il ne veut pas se défendre.*» Pío Moa nous livre ici une enquête raisonnable sur ce sujet afin d'en démontrer le **côté propagandiste et malhonnête**.

A propos des tueries de la prison modèle de Madrid, «on a coutume de dire que les républicains s'opposèrent à la terreur révolutionnaire, mais leur presse ne le confirme pas. Par exemple leur journal *Política* du 6 août 1936 avertit "*qui hésite est un ennemi... Ces jours-ci on réalise un nettoyage à fond de l'arrière-garde... ni relations d'amitié, ni liens familiaux...*" et le journal fournit une liste copieuse de personnages incarcérés... arbitrairement... officiellement, sans jugement...»

A la suite de quoi, des miliciens socialistes et communistes allèrent à la prison... plusieurs jours de suite... Au bout de deux semaines de cette propagande, on créa une situation explosive : des prisonniers de droit commun ayant allumé un incendie, on prétendit que c'était l'œuvre des prisonniers politiques, dans le but de fuir. Le «*peuple de gauche*» se rassembla dans la rue criant son désir d'exterminer ces prisonniers : il y eut soixante-dix exécutions sommaires dont de nombreuses victimes étaient des républicains modérés. La presse continua sa désinformation sans citer ces tueries, et en novembre... «*la majorité des centaines de prisonniers avait été assassinée*» (p. 286).

Conclusion sur les massacres

«En avançant, les troupes rebelles de droite trébuchaient sur les crimes perpétrés par les milices de gauche, et cela les conduisait à leur imposer, **quand ils triomphaient**, un châtement exemplaire et sans compassion». D'autre part «il ne manquait pas de **personnages qui se distinguaient par leur cruauté** pour faire oublier des conduites antérieures suspectes, ou pour satisfaire des ressentiments personnels, comme cela dû arriver avec Garcia Lorca».

Mais «la terreur dans le camp populiste eut d'autres nuances. **Pour les révolutionnaires, "nettoyer" la société "des ennemis de classe", des "exploiteurs" et des "réactionnaires", constituait une exigence traditionnelle**» (p. 290). Comme l'avait dit **Largo Caballero** (chef du PSOE), idée très répandue : «*La Révolution exige des actes qui répugnent, mais que plus tard l'histoire justifiera*» (p. 291).

(à suivre)

Le Cordonnier de Burgos

Autrefois, il y a bien longtemps, vivait à Burgos un pauvre cordonnier qui s'appelait Esteban. Il était honnête et laborieux, mais assez maladroit, souvent malade, et, de plus, veuf et chargé de trois jeunes enfants. Aussi était-il devenu si pauvre, si pauvre, qu'il faisait grand pitié à ses voisins. Une bonne parente qu'il avait s'était chargée d'élever ses deux petites filles, et les nourrissait dans son village, disant qu'elle en ferait des bergères ou des servantes de ferme. Le petit garçon seul était resté avec son père, et essayait déjà de travailler; mais Juan n'avait pas cinq ans, et de longues années devaient se passer avant qu'il pût aider son père. L'hiver avait été rude, l'ouvrage manquait, et la misère arrivait à grands pas chez le pauvre Esteban. Fier comme un Espagnol, il ne se plaignait pas et ne demandait rien à personne, mais son cœur saignait à la pensée de son petit Juan mal nourri, mal habillé, et qui s'étiolait dans son logis étroit et humide.

Un jour de printemps, le père et l'enfant venaient de dîner de quelques croûtes de pain frottées d'ail et d'une jatte d'eau fraîche puisée à la fontaine voisine.

– Papa, dit le petit Juan, quand donc irons-nous voir mes sœurs à la campagne ?

– Dimanche, mon petit, si la señora Casilda me paye les dix-huit réaux qu'elle me doit. Je vais aller lui porter ses souliers pendant que tu dormiras.

– Je n'ai pas sommeil, dit Juan. Emmène-moi avec toi.

Esteban enveloppa les souliers de la señora Casilda, et partit en donnant la main à son fils. Il se disait que la señora Casilda, qui était pâtissière de son état, aurait peut-être la bonne pensée de donner un gâteau au petit Juan. Mais cet espoir fut déçu. Il trouva la boutique fermée.

Comme c'était l'heure de la sieste, il résolut d'attendre, et, s'asseyant sur le seuil, il fit coucher le petit Juan sur son manteau et l'engagea à dormir. Juan ferma ses jolis yeux noirs et ne tarda pas à partir pour le pays des rêves. Esteban resta éveillé.

La rue était silencieuse et le soleil dardait de brûlants rayons sur les murailles d'un couvent qui faisait face à la maison de la pâtissière.

Une heure se passa. Quelques bruits de portes qui s'ouvraient, de jalousies qu'on relevait ça et là sur les balcons témoignèrent que la sieste était finie, et de rares passants commencèrent à circuler. Mais aucun bruit ne se faisait entendre chez Casilda.

Esteban, dégrafant son manteau, se leva sans éveiller le petit Juan et frappa discrètement aux volets de la boutique : rien ne répondit; il frappa plus fort : rien encore. Mais une vieille voisine, mettant la tête à une lucarne, lui cria d'un ton rogue :

– Aurez-vous bientôt fini de nous rompre la tête mon brave homme ? Casilda n'est point chez elle.

– Je vous remercie, Señora, dit humblement le pauvre cordonnier; je reviendrai tantôt.

– C'est inutile, Casilda est partie pour quinze jours, sous prétexte d'aller à la noce de sa sœur, mais je crois qu'elle ne reviendra pas de sitôt, et va se remarier elle-même là-bas, dans son pays. Elle a congédié sa servante et ses marmitons. Vous devait-elle de l'argent ?

– Hélas ! Oui, Señora, dix-huit réaux.

– Priez saint Antoine de Padoue de vous les faire retrouver, mon ami, car c'est de l'argent perdu !

Et la vieille sibylle referma sa fenêtre. Le pauvre Esteban, consterné, enveloppa Juan de son manteau et l'emporta tout endormi. Le trajet était long. Arrivé près de la cathédrale, et déjà bien fatigué, il y entra pour se reposer.

Quelques mendiants sommeillaient sous le porche. On venait de rouvrir les portes. L'immense et splendide édifice était désert. Esteban marcha vers la chapelle de la Vierge, et, posant son doux fardeau sur le tapis qui recouvrait les marches de l'autel, il se mit en prière.

La chapelle, luxueusement ornée, resplendissait de dorures; elle était embaumée de fleurs, et, selon l'usage d'Espagne, des cages élégantes, pleines d'oiseaux chanteurs étaient suspendues comme des lampes à la voûte peinte et dorée. Une Notre-Dame du Pilier, revêtue d'une robe à dentelles d'or et entourée de cierges, dominait l'autel. Son diadème, présent de la reine Isabelle, avait été ouvert avec le premier or apporté d'Amérique à Burgos par Christophe Colomb. Il étincelait de diamants, et la vue de toutes ces richesses était bien faite pour tenter de murmures les pauvres gens.

Cependant, Esteban les avait toujours regardées sans arrière-pensée, et, depuis son enfance, Notre-Dame du Pilier recevait ses ferventes prières. Mais, ce jour-là, sous l'étreinte de la misère, et se disant que le pauvre petit Juan n'aurait pas de quoi souper, le pauvre cordonnier songea que les diamants de la Sainte Vierge représentaient mille fois plus d'argent qu'il ne lui en faudrait pour élever ses enfants, et il se prit à lui dire :

– Bonne Mère, ayez pitié de mon petit Juan au nom

de votre Jésus. Hélas ! Une seule de vos pierres précieuses lui donnerait du pain pour toute l'année.

Et, en disant cela, comme il était cordonnier, Esteban oubliait de regarder la couronne de la Sainte Vierge et restait les yeux fixés sur les chaussures du petit Jésus, qu'elle tenait dans ses bras. C'étaient de petites mules de satin écarlate, brodées de perles et ornées chacune d'un gros diamant.

Tout à coup, ô merveille, le petit Jésus s'animant, de sa petite main ôta l'une de ses mules et la jeta au pauvre cordonnier.

Esteban, pleurant de joie et d'admiration, serra la petite pantoufle sur son cœur, remercia l'Enfant Jésus et sa très sainte Mère, et, reprenant le petit Juan toujours assoupi, s'en retourna chez lui. Esteban, homme simple et ignorant s'il en fût, se rendit chez un joaillier juif et lui proposa tout bonnement d'acheter le diamant qu'il avait enlevé de la mule. Le joaillier, fort surpris de voir un tel joyau entre les mains d'un homme si pauvre et si mal vêtu, le questionna et n'en put tirer que des réponses évasives. Esteban ne voulait pas raconter un miracle de la Sainte Vierge à un juif; il se promettait d'en parler à son confesseur, mais le confesseur était en voyage, et Esteban avait grand besoin d'argent. Enfin, le Juif, qui ne voulait pas avoir de démêlés avec la justice, prit un biais. Il donna quelque argent à compte au cordonnier, lui dit qu'il voulait montrer le diamant à un confrère qui l'estimerait, et l'engagea à revenir le lendemain matin.

Sans défiance, Esteban le remercia, courut acheter des provisions, un habit neuf à son petit Juan, et entra chez lui tout joyeux.

Hélas ! Sa joie fut courte. Le lendemain matin, au lever du soleil, deux alguazils vinrent l'arrêter au nom du señor alcade, et la première chose qu'ils virent dans son pauvre logis, ce fut la petite pantoufle que tout Burgos connaissait, et qu'Esteban avait suspendue au lit où dormait son enfant.

Le procès ne fut pas long. En vain, Esteban soutint-il que l'Enfant Jésus lui avait donné sa pantoufle, personne ne voulut le croire. Il fut mis à la question, et, se voyant perdu, pour échapper aux tortures, il avoua le crime qu'il n'avait pas commis. Les lois d'Espagne

punissant de mort le vol sacrilège, Esteban fut condamné à être pendu après qu'il aurait fait amende honorable devant Notre-Dame du Pilier.

Son procès avait ému toute la ville. Sauf quelques bonnes âmes plus inclinées au bien qu'au mal, la multitude était exaspérée contre Esteban. Une foule immense se pressait pour le voir et remplissait le parvis de la cathédrale.

Dès le matin, dans un coin obscur de la chapelle de Notre-Dame du Pilier, un bon religieux de l'hospice royal de Las Huelgas était en prière. Il tenait près de lui le petit Juan qu'il avait recueilli, et de temps en temps lui parlait tout bas.

Tout à coup, un grand mouvement se fit dans la foule, et les alguazils qui escortaient le prisonnier lui ouvrirent un passage. Le pauvre Esteban, ayant près de lui son confesseur et le bourreau, s'avança pâle comme un spectre, en chemise, la corde au cou et un cierge de cire jaune à la main. On le fit agenouiller devant Notre-Dame du Pilier, et, d'une voix éteinte, il commençait à réciter l'amende honorable, lorsque le petit Juan, s'élançant devant lui et tendant les bras vers l'Enfant Jésus, s'écria de toute ses forces :

– Seigneur Jésus, vous savez bien que mon père est innocent. Par grâce, sauvez-le !

Et la statue, s'animant de nouveau, de sa petite main ôta la mule qui lui restait et la jeta au pauvre condamné.

De formidables acclamations retentirent, et, un instant après, le peuple portait Esteban et son fils en triomphe. C'était à qui lui ferait des présents pour le dédommager de ce qu'il avait souffert. Le Chapitre de la cathédrale racheta pour une somme considérable les mules de l'Enfant Jésus, et la ville adopta les enfants d'Esteban et les fit élever avec soin.

Juan devint cordonnier de la reine Isabelle et des infants. Il maria ses sœurs et rendit heureuse la vieille femme de son père, et le souvenir du miracle s'est conservé dans une ballade populaire qui se chante en Espagne, dit-on.

(Extrait du *Le Sain Pie*, N° 125. Bulletin de la Mission Catholique St Pie X, B.P. 3870, Libreville, Gabon)

Dons de messes

Des prêtres en mission dans les pays d'outre-mer acceptent de célébrer des messes (tridentines exclusivement) en échange de matériel d'apostolat que nous leurs fournissons. Ils acceptent aussi des Trentains et des Neuvaines. Nous nous chargeons de les leur transmettre.

PROMESSES DE LA TRES SAINTE VIERGE AUX DEVOTS DU ROSAIRE

- 1ère Promesse : La dévotion du Très Saint Rosaire est un grand signe de prédestination.
 2ème Promesse : Quiconque récitera pieusement le Rosaire et persévérera dans cette dévotion verra ses prières exaucées.
 3ème Promesse : Ceux qui propageront mon Rosaire seront secourus par moi dans tous leurs maux.
 4ème Promesse : Persévère dans mon Rosaire et je subviendrai à tes besoins.
 5ème Promesse : Celui qui récite pieusement le Rosaire, en méditant les mystères, se convertira s'il est pécheur.
 6ème Promesse : Ceux qui récitent le Rosaire trouveront pendant leur vie et à leur mort réconfort et lumière.
 7ème Promesse : Celui qui se recommande à moi par le Rosaire ne périra pas.
 8ème Promesse : A ceux qui récitent mon Rosaire, je promets ma protection spéciale.
 9ème Promesse : Prêche le Rosaire; c'est une arme très puissante contre l'enfer, et un bouclier impénétrable contre les traits de l'ennemi.
 10ème Promesse : Quiconque récitera dévotement le Rosaire croîtra en grâce, s'il est juste, et deviendra digne de la vie éternelle.
 11ème Promesse : Je promets des grâces de choix aux dévots de mon Rosaire.
 12ème Promesse : Je veux que ceux qui chantent mes louanges par le Rosaire aient lumière, liberté et plénitude de grâces.
 13ème Promesse : Les vrais dévots du Rosaire ne mourront pas sans sacrements.
 14ème Promesse : Je suis spécialement la Mère des enfants du Rosaire qui sont dans le Purgatoire, tous les jours, j'en délivre un grand nombre.
 15ème Promesse : Les vrais enfants de mon Rosaire jouiront d'une grande gloire dans le ciel.

Promesses de la Sainte Vierge au Bienheureux Alain de la Roche (approuvées à Rome en 1895). Extrait des écrits du Bienheureux. Ces promesses rappellent simplement la doctrine chrétienne sur l'efficacité de la prière, par Marie en particulier.

L'Événement de Benamou aime bien «les prêtres espagnols... Saignants»

Que dit encore Konopnicki : dans *L'Événement de Benamou*. Ceci «Les prêtres chers à Jean Paul II furent (...) les piliers de la dictature (sic) de **Primo de Rivera**, ils ont béni la création de la Phalange par son fils José Antonio, avant d'appuyer la sédition du général Franco.»

Il fallait donc les fusiller, les écarteler, les massacrer, déterrer les cadavres de religieuses, peupler les confessionnaux de bidets et d'images obscènes. Et se régaler à l'idée de revoir *Land and Freedmn*, du marxiste-léniniste Ken Loach où l'on fusille un prêtre... Les profanateurs anarchistes et communistes – qui sont allés jusqu'à jouer au foot avec la tête d'un évêque : enterré jusqu'au cou, ils shootèrent dans sa tête jusqu'à ce qu'elle se détache... ont été les plus sauvages. Mais il ne faut pas oublier que le «gouvernement républicain» multiplia les vexations dès sa captation du pouvoir : Suppression du droit à l'enseignement religieux dans les écoles publiques et retrait des crucifix. Interdiction aux Congrégations religieuses d'exercer l'enseignement – Occupation des instituts religieux en 1936. – Dissolution des ordres ayant fait vœux spécial d'obéissance au pape. Suppression de la vie en communauté. Nationalisation de tous les biens immobiliers de l'Eglise et de tout le mobilier destiné au culte. Loi contre l'institution familiale. Ingérence de l'État dans la vie des Congrégations. Restriction du culte hors des édifices religieux et mise sous séquestre des cimetières... la vérité historique, c'est que c'est l'Eglise espagnole qui a été saignée à mort. Le paroxysme ayant été atteint en 1936.

Dans son livre "*L'Eglise en Espagne 1936-1975*" (B.O.O.G., 1986), Mgr Joseph Guerra Campos, qui fut évêque de Cuenca, écrit : «Les prêtres et les religieux furent pourchassés avec une volonté d'extermination. Parmi les religieux, les hommes furent les plus Visés, mais des religieuses cloîtrées comptèrent parmi les premières victimes. Ce fut le cas des Carmélites de Guadalajara. déclarées

maryres par le Saint-Siège. Il suffisait d'être prêtre pour se faire assassiner, presque toujours sans apparence de jugement et, dans de nombreux cas, avec une affreuse cruauté.»

En août 1936, un responsable révolutionnaire put affirmer : «Le problème de l'Eglise (...) nous l'avons résolu en allant à la racine. (...) Nous avons supprimé ses prêtres, les églises et le culte. (...) L'Eglise a été complètement anéantie.»

Le bilan sera terrible. Treize évêques massacrés : aucun ne fut sauvé de ceux restés dans la «zone rouge» (excepté un aveugle) (1). Sept mille prêtres et religieux assassinés. Ce, qui équivaut, en moyenne, au tiers du total du clergé en «zone rouge», et jusqu'à la moitié dans certains diocèses. Au clergé, il convient d'ajouter des dizaines de milliers de laïcs assassinés au seul motif qu'ils étaient connus comme «catholiques» ou membres d'associations apostoliques. Citons Pie XI (Divini Redemptoris), au risque d'exciter un peu plus le saignant Konopnicki sur le sujet : « [Le communisme] a tué des évêques et des milliers de prêtres, de religieux et de religieuses recherchant tout particulièrement ceux et celles qui, précisément, travaillent avec le plus de zèle au service des pauvres et des ouvriers.» *L'Événement de Benamou* - à qui on ne demande pas son avis sur le sujet la béatification de martyrs catholiques, qui ne le concerne vraiment en rien - rallume la guerre d'Espagne. Il n'est pas étonnant que cette mission de pétroleur ait été confiée à l'ancien communiste Konopnicki.

Alain Sanders

(1) L'évêque de Minorque. Il fut enfermé dans un hôpital où il mourut en 1939...